

CONGRÈS DES INSTITUTEURS...

Du passé faisons table rase dit notre vieux chant révolutionnaire. Ce qui veut dire: détruisons toutes les institutions de la vieille cité, afin de reconstruire sur terrain nu. Si utopique qu'il soit, ce nihilisme constructif a caractérisé tous les révolutionnaires... aussi bien les savants que les hommes d'action.

Rien à voir avec le mépris du passé, la répugnance pour tout rappel historique qu'affectent les réalistes qui vivent dans un présent limité à la longueur de leur nez ou les agitateurs dont les phares braqués sur un point, obscurcissent ce qui est derrière et devant eux.

Il faut connaître ce que l'on veut détruire et savoir ce que l'on veut construire. Sinon, on n'entend que les berceuses qui vous endorment et les fanfares qui vous alignent.

Il n'est pas inutile de rappeler ces vérités premières avant de commenter les débats du dernier *Congrès du Syndicat des instituteurs*, tenu à Brest du 15 au 20 juillet dernier.

On sait que le Syndicat, demeuré autonome au sein de la Fédération Nationale, a conservé son unité. On sait aussi que la majorité dont la tendance s'apparente à celles de F.O. et de la Ligue des Droits de l'Homme (avec accentuation gauchiste), s'oppose à deux minorités: la post-stalinienne et celle de l'Ecole Emancipée (ou se retrouvent syndicalistes révolutionnaires, libertaires, trotskystes, etc...).

L'autonomie du syndicalisme universitaire a certainement favorisé son efficacité corporative, non sans renforcer de dangereux égoïsmes de catégories et encourager toutes les prétentions hiérarchiques. Mais sur le plan social même dans la défense laïque, les appels du Syndicat des Instituteurs ne bénéficiaient plus jusqu'à cette année, de la même résonance qu'avant la guerre.

Or, les positions prises par la majorité autonome en 1958, émergent de la grisaille marécageuse où se complaisent les bureaux de F.O. et de la C.F.T.C. sans être atteintes par les remous artificiels de la C.G.T. colonisée.

Déjà Forestier, secrétaire général du S.N. était l'un des trois hérauts de l'Unité syndicale, un des fondateurs du «*mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique*».

Depuis le coup du 13 mai, la vigueur des réactions a servi d'avertissement salutaire. Et le 30 mai, la grève de l'Enseignement balança la rébellion de l'armée, dans les prodromes fébriles du paternalisme gaulliste.

Une telle originalité en des circonstances exceptionnelles a pesé normalement sur la préparation et les débats du congrès. Mais les trois tendances ont réagi selon des critères différents qui les caractérisent et qui en fin de compte ont plus d'importance que la déclaration unanime de clôture. Les cosaques de Khrouchtchev ont proposé la suppression de tout débat d'orientation. Et leurs propos tricolores prolongent leur tenace «Marseillaise» du 28 mai. Toutes les perspectives syndicales se limitent strictement à la période du 13 mai au référendum de septembre.

Ce serait profondément absurde, le congrès légiférant pour un an - si ce n'était au contraire la preuve d'un grossier machiavélisme. Il ne faut pas qu'une organisation libre délibère sous le signe de la permanence. Ce qui doit durer: c'est la phalange soumise aux «meneurs du jeu». Encadrée par elle, une cohue mouvante rassemblée par des mots d'ordre «immédiats».

Les deux autres tendances ont réagi contre cette confusion systématique.

La majorité autonome a évidemment affirmé que son action depuis le 13 mai obéissait à sa logique interne et qu'il ne convenait pas de limiter le débat aux termes fixés par les hommes de Moscou.

L'Ecole Emancipée a posé le problème en termes excellents. Les revendications demeurent mais il convient par priorité de "préserver les moyens qui permettent de lutter pour ces revendications". Les événements actuels s'expliquent par une appréciation du passé, particulièrement de l'affaire algérienne. Un débat d'orientation est donc nécessaire pour aboutir au rassemblement des forces ouvrières susceptibles de mener dans la stricte indépendance une lutte efficace contre le gaullisme.

Ces débats préliminaires éclairent le vote du manifeste final. Il est bon que le syndicat ait confirmé les principes intangibles: «*Statut laïque de l'Etat, liberté de l'information, indépendance totale de la justice, libre exercice des libertés individuelles et syndicales*».

Il est peut-être utile de rappeler que toute souveraineté réside dans la volonté populaire, que le civisme républicain exige le respect des prérogatives permanentes du législatif.

Mais une telle profession de foi ne peut servir de programme immédiat pour un bloc électoral dont le parti khrouchtchevien formerait l'aile marchante - ni de charte pour un nouveau rassemblement populaire, dans lequel les syndicats perdront leur volonté autonome et leur liberté de détermination d'action.

Nous ne prétendons pas annexer les 195.000 adhérents du S.N. des Instituteurs, au nom de notre idéal libertaire.

Mais le syndicalisme universitaire peut s'adapter à la réalité, en demeurant fidèle à ses origines. Il lui suffit de défendre l'indépendance du syndicalisme ouvrier contre les colonisateurs et les paternalistes et de maintenir les droits de la conscience individuelle, contre tous les conformismes totalitaires, nationalistes, démocratiques...

Que les partisans politiques s'interrogent pour savoir s'ils répondront NON aux projets gaullistes. Le NON des syndicalistes et des libertaires c'est la «*Grande Parole rouge*» que le héros de Stéphan Zweig lançait seul par delà des millions de crânes casqués.

Roger HAGNAUER.
